

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.4

10 janvier 1997

(97-0042)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

|    |  |
|----|--|
| 1. | Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u><br>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):  |
| 2. | Organisme responsable:<br>Ministère des Affaires économiques<br>Administration de l'énergie<br>Division Equipements et Produits énergétiques<br>Bd E. Jacquemain 154<br>1000 BRUXELLES<br><br>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:   |
| 3. | Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:  |
| 4. | Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):<br>Canalisations de transport de saumure, lessive caustique et liquides résiduaire.  |
| 5. | Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet d'arrêté royal modifiant l'Arrêté royal du 20 février 1968 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport par canalisations de saumure, lessive caustique et liquides résiduaire.   |
| 6. | Teneur: Révisions de prescriptions de sécurité datant de février 1968 applicables aux canalisations de transport de saumure, lessive caustique et liquides résiduaire - Calcul des canalisations: épaisseur de paroi (simplification et adaptation à l'évolution) - Allongement de la durée de l'épreuve hydraulique - Zone protégée et zone réservée définies autour des canalisations impliquant le respect de prescriptions et l'obligation de consultation et d'information lors de l'exécution de travaux à proximité desdites canalisations - Profondeur d'enfouissement - Surveillance - Information des pouvoirs publics concernés lors de l'exécution des travaux ou en cas d'incident. |

./.

|     |  |
|-----|--|
| 7.  | Objectif et justification: Révision de prescriptions pour les adapter à l'évolution, notamment technologique - Création d'une zone réservée lors de travaux effectués à proximité de canalisations - Adaptation de la liste des services publics concernés à l'évolution de la structure de la Belgique - Renforcement de certaines prescriptions ayant trait à la sécurité. |
| 8.  | Documents pertinents: Arrêté royal du 20 février 1968 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport par canalisations de saumure, lessive caustique et liquides résiduaux.   |
| 9.  | Date projetée pour l'adoption: }<br>Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours   |
| 10. | Date limite pour la présentation des observations:   |
| 11. | Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: CIBELNOR   |